

LE MAIRE DE MONT-SAXONNEX

VU la demande d'alignement transmise par le Cabinet CHAUQUET Géomètres-Experts, le 10 juin 2024 pour les tènements cadastrés section AB, n°531 et 532 ;

VU le Code de la Voirie Routière notamment les articles L 112-1 à L 112-8, L 141-2 à L 141-7, R 112-1 à R 112-3 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L3111.1 ;

VU le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU le procès-verbal de délimitation de la propriété des personnes publiques ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Alignement

L'alignement est issu du procès-verbal de délimitation de la propriété des personnes publiques dressé le 5 juin 2024. La limite de fait entre les parcelles AB n°531 et 532 et la voie communale n°32 a été identifiée suivant la ligne passant par les points S, B, C, D, E, F, G, H et I.

Les points S et E sont matérialisés par des clous d'arpentage.

Les points B, C et D sont matérialisés par des angles de bâtiments.

Les points F, G et H sont matérialisés par des angles de murs.

Le point I est une marque peinte.

Ces limites sont indiquées sur le plan ci-annexé.

ARTICLE 2 - Responsabilité

Le présent arrêté n'est donné que sous réserve du droit des tiers et des règlements en vigueur.

ARTICLE 3 – Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants. Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

ARTICLE 4 - Validité et renouvellement de l'arrêté.

Le présent arrêté pourra être utilisé à compter du jour de sa délivrance et tant qu'aucune modification des lieux ne sera constatée.

ARTICLE 5 –Recours

Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un

recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication

ARTICLE 6 –Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Mme la secrétaire de mairie, M le directeur des services techniques sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Cabinet CHAUQUET Géomètre-Expert,
- Copropriété GUFFOND.

Fait à Mont-Saxonnex, le 20 juin 2024.


Frédéric CAUL-FUTY
Maire de Mont-Saxonnex

